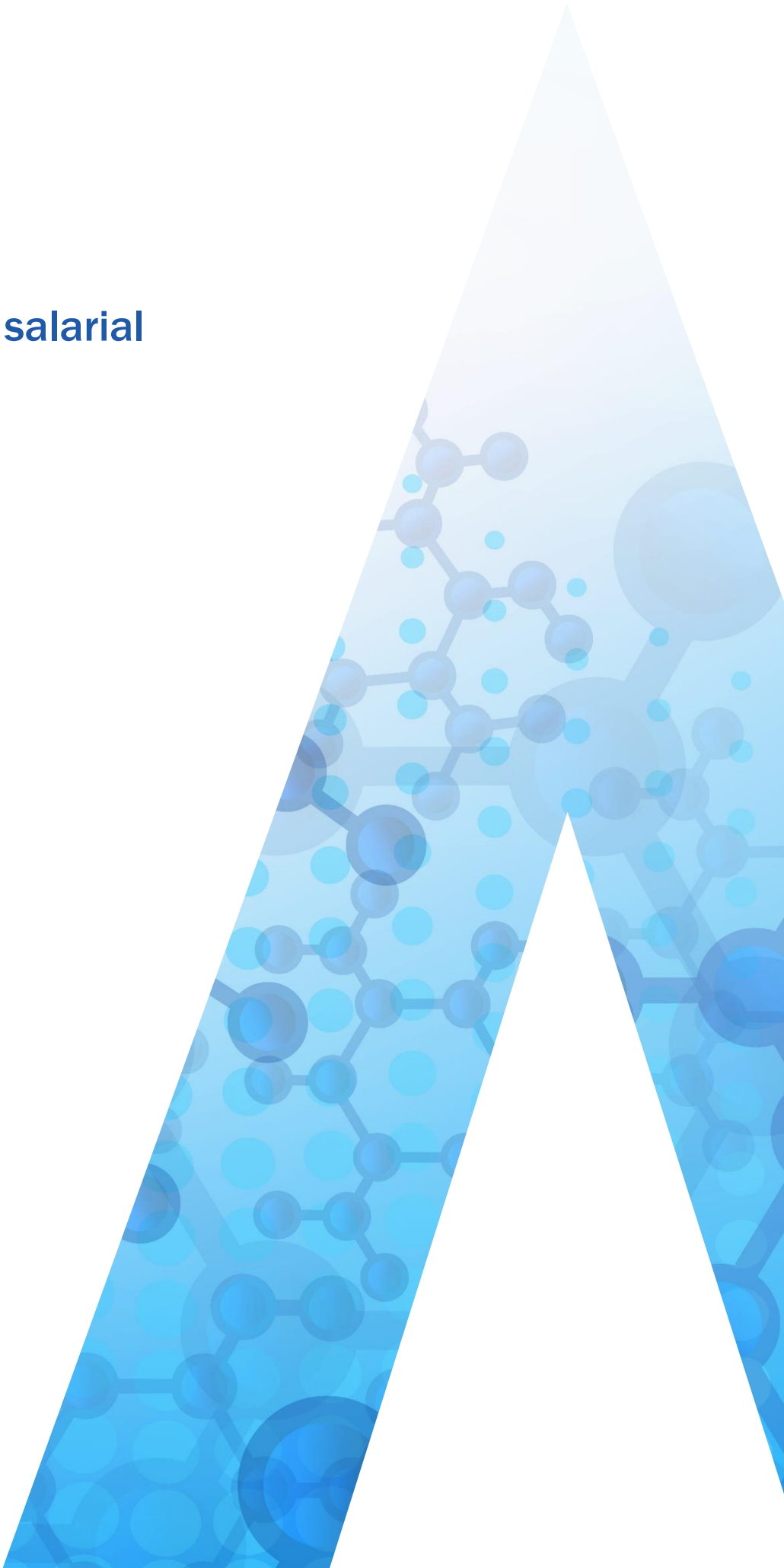
BAK economic intelligence

Argumentaire salarial

Chimie / Pharma

Juillet 2025



Mandant
Angestellte Schweiz

Éditeur
BAK Economics AG

Redaction
Dr. Mathieu Resbeut

Personne de contact
Dr. Mathieu Resbeut
Chef de projet
T + 41 61 279 97 06
mathieu.resbeut@bak-economics.com

Michael Grass
Membre de la direction
T +41 61 279 97 23
michael.grass@bak-economics.com

Photo de couverture Optionnel
BAK Economics/shutterstock

Copyright
Tous les contenus de cette publication, en particulier les textes et les graphiques, sont protégés par le droit d'auteur. Les droits d'auteur sont détenus par BAK Economics AG. Il est interdit de copier la publication, en partie ou en totalité, ou de la reproduire sous une autre forme pour la transmettre à des tiers, gratuitement ou contre rémunération. La publication peut être citée avec indication de la source ("Source : BAK Economics").

Copyright © 2025 by BAK Economics AG
Tous droits réservés

Executive Summary

Dans l'ensemble, une augmentation des salaires nominaux de 1,6% semble réaliste pour l'industrie chimique et pharmaceutique en 2026.

Il s'agit d'une évaluation au niveau agrégé et donc d'une moyenne pour les entreprises de l'industrie chimique et pharmaceutique. L'hétérogénéité au sein de ces secteurs doit être prise en compte dans l'évolution des salaires, car certains segments et entreprises sont plus touchés que d'autres par la conjoncture internationale et la force du franc fort, en particulier dans l'industrie chimique.

Arguments en faveur d'une augmentation <u>modérée</u> des salaires :

- Evolution de la conjoncture dans l'industrie chimique et pharmaceutique en 2025 et 2026
- Potentiel de rattrapage en raison des hausses de salaires de ces dernières années, qui sont restées modestes étant donné la bonne conjoncture du secteur.
- Croissance de la productivité supérieure à la croissance des salaires nominaux depuis 2001

Arguments en faveur d'une <u>faible</u> augmentation des salaires :

- L'incertitude économique actuelle reste très élevée
- L'inflation retombe dans la zone de stabilité de la BNS et les prix devrait stagner en 2025 et 2026
- Des changements structurels, avec une production de certains traitements à l'étranger, réduit la demande future de main d'œuvre.

Table des matières

1 Production et contexte actuel 6
2 Prévisions conjoncturelles 8
3 Focus sur les négociations salariales 10

Liste des tableaux

Tab. 3-1 Évolution sur différentes périodes 18

Liste des figures

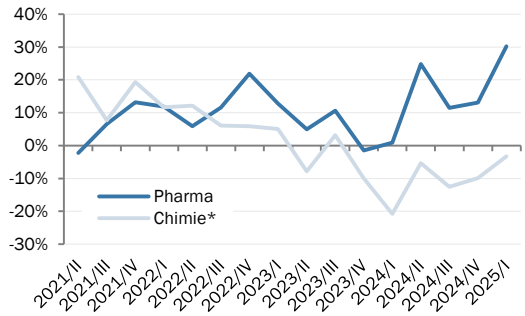
Fig. 1-1 Production 6
Fig. 1-2 Exportations nominales 6
Fig. 1-3 Prix 7
Fig. 1-4 Emploi 7
Fig. 2-1 Valeur ajoutée brute réelle 9
Fig. 2-2 Emploi 9
Fig. 3-1 Lien entre la rémunération et la productivité horaire nominale, 2024 11
Fig. 3-2 Évolution de la productivité horaire nominale par secteur 13
Fig. 3-3 Évolution des salaires annuels et de la productivité horaire nominale 14
Fig. 3-4 Inflation : valeurs historiques et prévisions 16
Fig. 3-5 Indice d'incertitude politique 17

1 Production et contexte actuel

Depuis la deuxième moitié de l'année 2021, la production de l'industrie pharmaceutique en Suisse connaît une croissance positive et presque continue, à l'exception du dernier trimestre 2023. En 2024, malgré un niveau déjà très élevé (+12 % par rapport à 2023), la production a fortement progressé au premier trimestre 2025 (+30 %). Cette hausse s'explique principalement par les incertitudes politiques internationales : les entreprises ont anticipé l'introduction probable de droits de douane annoncés par Donald Trump, en augmentant leur production. Dans l'industrie chimique, cet effet d'anticipation ne s'observe pas. La production a même légèrement reculé au premier trimestre 2025, par rapport à la même période de 2024. Après une année record en 2022, la production chimique a baissé en 2023 et 2024. Ce recul s'explique notamment par la fin des effets de rattrapage liés à la crise du Covid-19 : la demande, affaiblie pendant la pandémie, s'est concentrée sur 2022. Malgré cela, en 2024, le niveau de production dans la chimie reste supérieur à celui d'avant la pandémie.

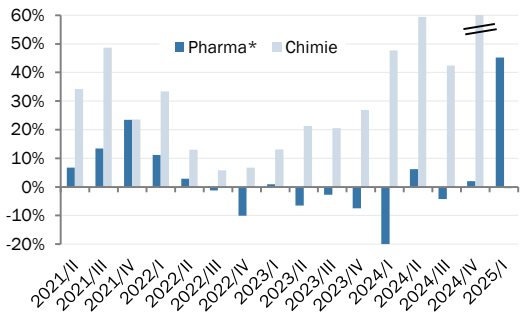
Les exportations de produits pharmaceutiques ont fortement augmenté au premier trimestre 2025. Cette hausse s'explique par les annonces du président américain Donald Trump concernant l'introduction de droits de douane sur les produits pharmaceutiques, jusque-là exemptés. En dehors de cette période exceptionnelle, les exportations pharmaceutiques peinent à retrouver leur dynamique de croissance. Cela s'explique notamment par les années record de 2021 et 2022. En 2024, les exportations sont toutefois restées légèrement au-dessus de leur niveau d'avant la pandémie (année 2019). Dans le secteur chimique, les exportations ont connu une forte croissance ces dernières années, bien que de manière irrégulière. Cela peut sembler paradoxal, car la production chimique est en baisse depuis deux ans. Cette évolution s'explique en partie par un déplacement de la demande depuis la Suisse vers l'étranger. Des produits chimiques intermédiaires qui étaient auparavant livrés en Suisse sont désormais exportés, ce qui augmente mécaniquement les chiffres à l'exportation.

Fig. 1-1 Production



Prix : Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
Source : OFS, BAK Economics

Fig. 1-2 Exportations nominales

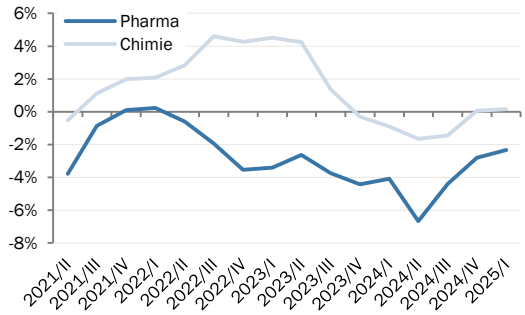


Limité à 60 % pour des raisons de présentation.
2024/IV : valeur pour la chimie : 100 %.
* Produits pharmaceutiques, vitamines, produits de diagnostic ; variation des exportations nominales en % par rapport au même trimestre de l'année précédente.
Source : OFDF, BAK Economics

L'industrie pharmaceutique est marquée par une baisse des prix à la production sur le long terme. Toutefois, ce recul a ralenti au cours des deux derniers trimestres : -2.6 % en moyenne, contre -4.1 % entre fin 2022 et le troisième trimestre 2024. Dans l'industrie chimique, la baisse des prix à la production s'est arrêtée fin 2024. Cette diminution n'a duré qu'un an. Depuis, les prix sont restés stables par rapport à l'année précédente. Malgré cela, les prix dans la chimie restent élevés, environ 4 % au-dessus du niveau observé en 2019, avant la pandémie. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières ces dernières années.

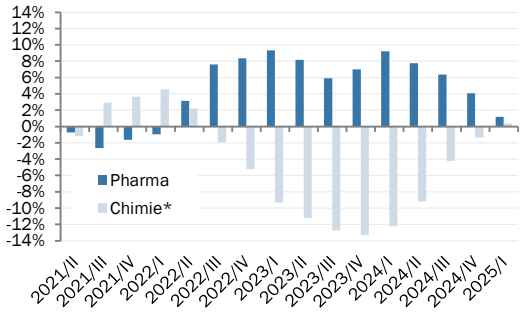
Le nombre d'emplois dans l'industrie pharmaceutique est en hausse depuis 2022. Toutefois, cette progression ralentit au premier trimestre 2025, avec une augmentation de 1.2 %. Dans l'industrie chimique, la baisse de l'emploi amorcée à la mi-2022 semble également se stabiliser. Au total, l'emploi dans l'ensemble du secteur (chimie et pharmacie) a progressé de 0.9 % au premier trimestre 2025. Cela témoigne de la solidité du marché du travail suisse dans ce domaine.

Fig. 1-3 Prix



* Chimie, y compris cokéfaction et traitement des huiles minérales;
Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente
Source : OFS, BAK Economics

Fig. 1-4 Emploi



* Chimie, y compris cokéfaction et traitement des huiles minérales;
Variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente, en [EPT].
Source : OFS, BAK Economics

Croissance 2025 : 1er trimestre

+ 23.5%	+ 31.3%	+ 0.9%	- 1.6%
Production	**Exportations**	**Emploi**	**Prix**

Par rapport à la même période de l'année précédente ; exportations en termes nominaux

Croissance 2024

+ 9.7%	+ 1.3%	+ 8.3%
Valeur ajoutée	**Emploi**	**Productivité**

Productivité réelle de l'emploi = valeur ajoutée réelle par EPT

Valeur ajoutée en termes réels ; emploi en EPT

2 Prévisions conjoncturelles

La politique douanière de Donald Trump pèse sur le commerce mondial et freine les investissements internationaux. D'un point de vue économique, il n'y a pas de gagnants – pas même les États-Unis, à l'origine de ce conflit commercial. Parmi les grandes économies mondiales, ce sont d'ailleurs les perspectives de croissance des États-Unis qui se sont le plus détériorées depuis le début de l'année. BAK prévoit désormais une croissance du PIB américain de seulement 1.5 % pour cette année, contre une estimation de 2.6 % en janvier.

La zone euro souffre également de ce conflit commercial. Il reste encore à voir si les droits de douane annoncés, pouvant atteindre 30 %, seront réellement appliqués. Certains secteurs sensibles, comme l'industrie automobile — très importante en Europe – subissent déjà depuis un certain temps des droits de douane de 25 %. Pour 2025 et 2026, BAK Economics prévoit une croissance du PIB dans la zone euro limitée à 1.1 % puis 0.8 %. Ces prévisions intègrent déjà les premiers effets positifs attendus du vaste plan de relance budgétaire en Allemagne.

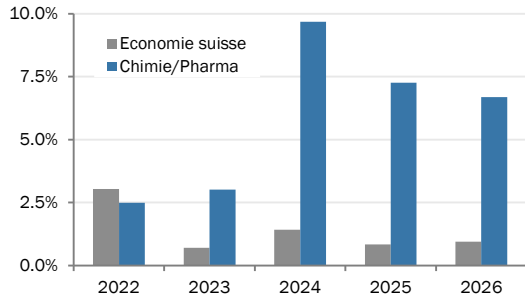
La situation entre la Chine et les États-Unis s'est quelque peu apaisée. Cependant, les pertes commerciales déjà enregistrées, les incertitudes persistantes autour de l'évolution du conflit commercial, ainsi que les difficultés sur le marché immobilier chinois freinent la croissance. Pour 2025 et 2026, BAK Economics prévoit une progression du PIB chinois limitée à 4.3 % puis 4.0 %.

Pour la Suisse, BAK Economics prévoit une croissance modérée du PIB de 1.2 % en 2025, suivie d'un léger ralentissement à 1 % en 2026 (hors effets liés aux grands événements sportifs). La politique douanière américaine pèse sur la demande mondiale, tandis que l'incertitude élevée concernant les règles commerciales et les échanges internationaux freine les investissements. La consommation privée devrait rester stable, mais avec une dynamique en baisse.

L'inflation moyenne en Suisse devrait atteindre seulement 0.1 % en 2025, puis légèrement remonter à 0,2 % en 2026 (contre 1.1 % en 2024). Malgré cette faible inflation, BAK Economics prévoit que la Banque nationale suisse (BNS) maintiendra son taux directeur à 0 %, sans nouvelle baisse. Toutefois, les risques économiques restent exceptionnellement élevés. Un retour à des taux négatifs ne serait envisagé qu'en cas de surprise désinflationniste ou de nette détérioration de la conjoncture.

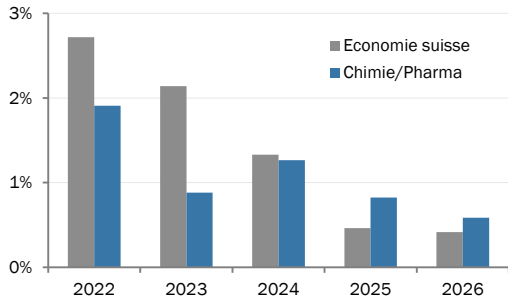
Le marché du travail est déjà affecté par le ralentissement industriel et les incertitudes. Le taux de chômage devrait donc continuer à augmenter, pour atteindre en moyenne 2.9 % en 2025 et 3.2 % en 2026 (contre 2.4 % en 2024). Parallèlement, la croissance de l'emploi ralentit nettement. BAK Economics prévoit une hausse de l'emploi de seulement 0.5 % en 2025, contre 1.3 % en 2024.

Fig. 2-1 Valeur ajoutée brute réelle



Variation en % par rapport à l'année précédente
Source: BAK Economics

Fig. 2-2 Emploi



Variation en % par rapport à l'année précédente
Source: BAK Economics

L'industrie chimique et pharmaceutique restera un moteur important de la croissance économique suisse dans les prochaines années, grâce à sa forte compétitivité internationale. Après deux années (2022 et 2023) avec une croissance plus faible que la moyenne à long terme, la branche connaît à nouveau une hausse plus forte. Cependant, à long terme, cette croissance devrait ralentir à cause de différents facteurs internationaux et technologiques.

Du côté de la demande, plusieurs facteurs soutiennent la croissance de l'industrie pharmaceutique : le vieillissement de la population dans les pays développés et la demande croissante des pays émergents. Cependant, les tensions politiques et commerciales mondiales représentent des défis importants pour cette industrie, qui dépend de chaînes de production et d'approvisionnement internationales. Par ailleurs, certains nouveaux traitements doivent être produits près des patients, ce qui nécessite d'adapter les processus de production. Malgré cela, l'industrie pharmaceutique suisse devrait rester performante grâce à sa forte compétitivité, même si sa croissance sera probablement moins élevée que durant la dernière décennie.

L'industrie chimique étant plus hétérogène en Suisse en Suisse, avec des activités et des marchés différents selon les entreprises. Cela signifie que l'impact de la conjoncture économique ne sera pas le même pour toutes. Néanmoins, cette industrie reste très compétitive à l'international et pourra se maintenir sur le long terme, surtout les entreprises qui fournissent la branche pharmaceutique.

BAK Economics prévoit une croissance de la valeur ajoutée réelle de 7.3 % en 2025 et de 6.7 % en 2026. Pour l'emploi, la croissance sera plus faible, en dessous de 1 %, avec 0.8 % en 2025 et 0.6 % en 2026. La contribution de l'industrie pharmaceutique à cette croissance sera plus importante, avec une hausse moyenne de 8,3 % sur les deux années. L'industrie chimique, quant à elle, connaîtra malgré tout une meilleure dynamique que l'ensemble de l'économie suisse.

Croissance 2025		Croissance 2026	
+ 7.3%	**+ 0.8%**	**+ 6.7%**	**+ 0.6%**
Valeur ajoutée	**Emploi**	**Valeur ajoutée**	**Emploi**

Valeur ajoutée en termes réels

3 Focus sur les négociations salariales

Dans ce chapitre, nous formulons des principes directeurs et présentons le contexte économique en vue des négociations salariales. Il en résulte des arguments pour les négociations salariales à venir.

Principes directeurs

La situation économique, qui détermine la marge de manœuvre dans les négociations salariales, varie non seulement d'un secteur à l'autre, mais aussi d'une entreprise à l'autre. Bien qu'il soit difficile d'en tirer des conclusions générales pour les négociations salariales, nous expliquons ici, à l'aide de différents principes directeurs, les éléments sur lesquels peuvent se baser les revendications salariales.

1. Le développement durable d'une entreprise passe par une politique salariale équilibrée

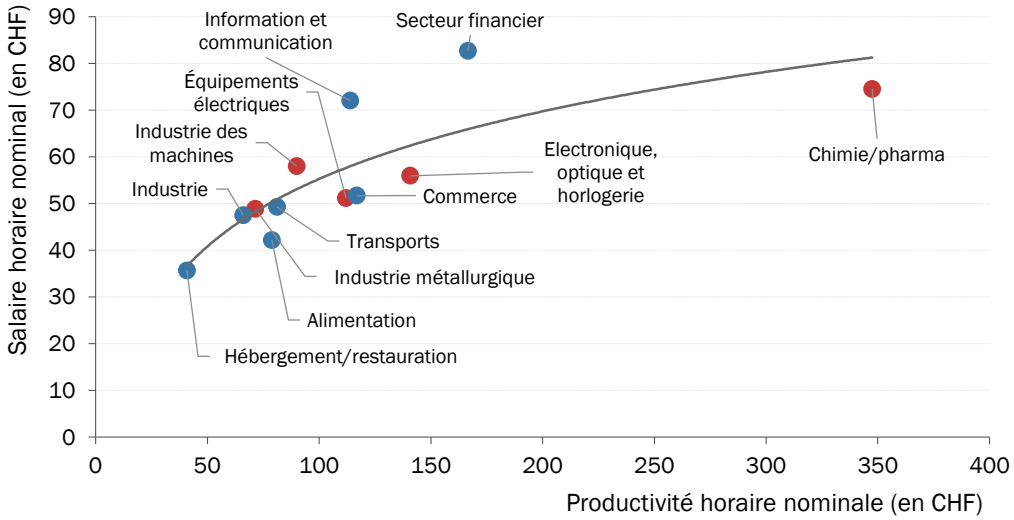
Les employeurs et les employés ont tout intérêt à ce que la politique salariale soit équilibrée. Les salaires devraient en principe être équitables et basés sur les performances. L'évolution des salaires devrait en outre préserver la compétitivité en termes de coûts et de main-d'œuvre qualifiée et garantir la capacité d'investissement et d'innovation de l'entreprise.

2. Alignement de la politique salariale sur le principe de la performance

Selon le principe de performance, les salaires devraient être étroitement liés à la performance. La performance (économique) s'exprime par la valeur ajoutée brute, qui mesure la "valeur ajoutée" générée dans le processus de production par l'utilisation du travail et du capital (machines et infrastructure). Il existe un lien étroit entre la part de la valeur ajoutée générée par le facteur travail (productivité horaire nominale) et la rémunération (salaire nominal) : plus la productivité est élevée dans une branche, plus le niveau des salaires est généralement élevé. La comparaison de grandeurs nominales intègre l'évolution de l'inflation dans l'analyse. Cette relation est représentée par la ligne de la figure 3-1.

Le salaire nominal est généralement inférieur à la productivité nominale, car le capital doit être rémunéré en plus du facteur de production travail. De plus, la relation n'est pas linéaire, mais s'aplatit avec l'augmentation de la productivité. Cela s'explique notamment par le fait que les secteurs à forte productivité ont généralement une production plus intensive en capital que les secteurs à faible productivité, ce qui entraîne une augmentation plus que proportionnelle de la rémunération du facteur capital.

Fig. 3-1 Lien entre la rémunération et la productivité horaire nominale, 2024



Source : BAK Economics

Par conséquent, plus la valeur ajoutée générée par une entreprise grâce à l'utilisation du facteur travail est élevée, plus la rémunération devrait être élevée. En supposant que la part des salaires[1] reste inchangée, une augmentation de la productivité nominale entraîne logiquement une hausse du salaire nominal. C'est le cas lorsque la production en volume par heure travaillée ou les prix de vente peuvent être augmentés[2].

Toutefois, la part des salaires n'est pas gravée dans le marbre, mais résulte souvent plutôt du pouvoir ou de l'habileté de négociation des partenaires sociaux. Ce pouvoir de négociation est fortement influencé par la situation du marché du travail. Alors qu'un taux de chômage élevé renforce le pouvoir de négociation des employeurs, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée renforce au contraire la position des salariés.

3. La croissance de la productivité comme indicateur de l'amélioration des performances

En dehors d'une situation où l'intensité capitalistique évolue systématiquement dans un secteur, un découplage durable de la croissance de la productivité et des salaires est problématique à long terme, car une telle évolution peut conduire à une mise en danger de la compétitivité[3]. Soit parce que les coûts (salariaux) ont trop augmenté et entrainent une perte de compétitivité-prix. Soit parce que les salaires n'ont pas suffisamment augmenté et ne permettent plus de faire face à la concurrence pour attirer des collaborateurs qualifiés. Dans ce cas, la compétitivité qualitative et la capacité d'innovation en pâtissent tôt ou tard.

[1] La part des salaires correspond aux coûts salariaux unitaires réels et mesure la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute d'un secteur.
[2] Des prix de vente plus élevés conduisent à une productivité nominale plus élevée, à condition que les hausses de prix ne soient pas érodées par une augmentation des coûts des biens intermédiaires.
[3] Par exemple, si, à emploi égal, une augmentation de la valeur ajoutée est obtenue par la seule augmentation de l'utilisation du capital, le gain de valeur ajoutée devra être utilisé en priorité pour rémunérer le capital supplémentaire utilisé. Une augmentation de salaire en fonction de l'augmentation de la productivité ne serait pas adéquate dans ce cas.

4. La capacité d'innovation a besoin de capital et de têtes pensantes

Dans l'industrie High Tech en particulier, le succès d'une entreprise ne peut être rendu possible que par une capacité d'innovation intacte et par un investissement constant dans la R&D. Ces derniers dépendent directement du niveau de qualification des travailleurs, mais aussi du capital investi par les entreprises. Afin de conserver les meilleurs professionnels ou d'en attirer de nouveaux, il convient donc d'offrir en permanence une rémunération compétitive. En particulier, dans le contexte de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dans certains secteurs, il est crucial pour les entreprises de maintenir leur attractivité pour les professionnels qualifiés.

5. Adaptation à l'inflation pour maintenir le pouvoir d'achat

Après la crise financière et économique de 2008, les prix en Suisse (mesurés par l'indice des prix à la consommation) sont restés constants sur une grande partie du territoire et ont même parfois baissé. Sur de plus longues périodes, il s'agit d'une situation macroéconomique exceptionnelle. Depuis 2017, l'inflation est de retour et, à l'exception de l'année 2020 où les forces déflationnistes ont prévalu en raison de la crise. Depuis 2025, l'inflation devrait à nouveau diminuer et retomber sous la barre des 1%. Cette évolution doit être prise en compte dans les négociations salariales afin d'éviter les pertes de pouvoir d'achat des salariés liées à l'inflation.

Analyse

Evolution de la conjoncture

Dans un contexte économique mondial difficile, les perspectives pour l'industrie chimique et pharmaceutique restent positives. BAK Economics prévoit pour cette année une croissance réelle de la valeur ajoutée brute de 7.3 %. En revanche, la croissance en valeur nominale sera plus faible (4.3 %) à cause de la pression sur les prix des médicaments. Cela s'explique par les efforts des gouvernements pour maîtriser les coûts de la santé. Malgré une baisse prévue des coûts de l'énergie et des matières premières, les prix restent élevés. Par ailleurs, le contexte géopolitique renforce le franc suisse, ce qui pèse sur la compétitivité des exportations suisses.

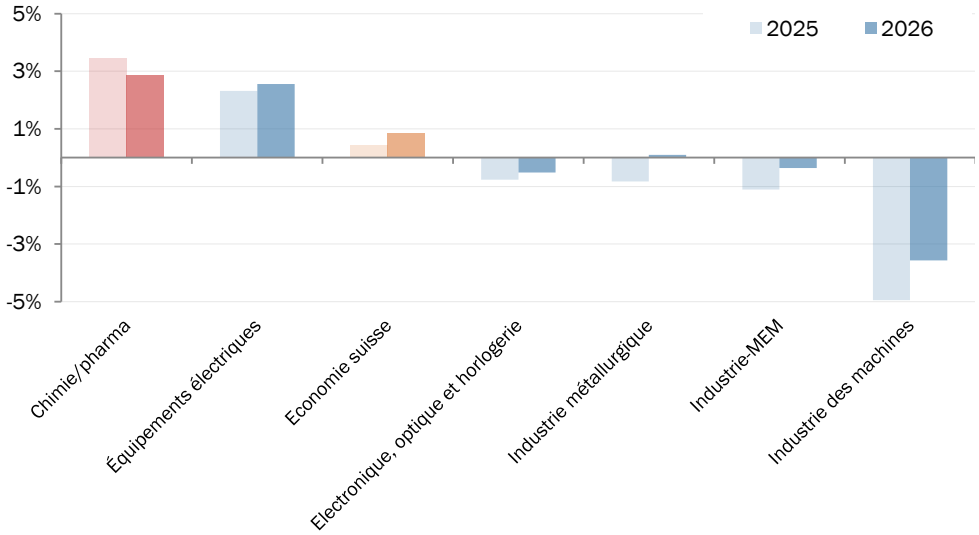
BAK Economics prévoit donc que la monnaie locale (le franc suisse) va continuer à se renforcer par rapport aux principales devises des marchés d'exportation. Pour 2026, la valeur ajoutée devrait croître de 6.7 % en termes réels et de 3.5 % en termes nominaux.

Les perspectives économiques sont plus favorables pour le secteur chimique et pharmaceutique que pour l'ensemble de l'économie suisse. Cela laisse une certaine marge pour augmenter les salaires.

Croissance de la productivité

La figure suivante montre l'évolution de la productivité horaire dans la branche chimique et pharmaceutique pour les deux prochaines années. En 2025 et 2026, la productivité horaire nominale de cette branche devrait augmenter bien plus rapidement que dans l'ensemble de l'économie (en moyenne 3.2 % contre 0.7 %). Cette évolution constitue un argument important pour augmenter les salaires nominaux.

Fig. 3-2 Évolution de la productivité horaire nominale par secteur



A prix courants, variation en % par an.
Source : BAK Economics

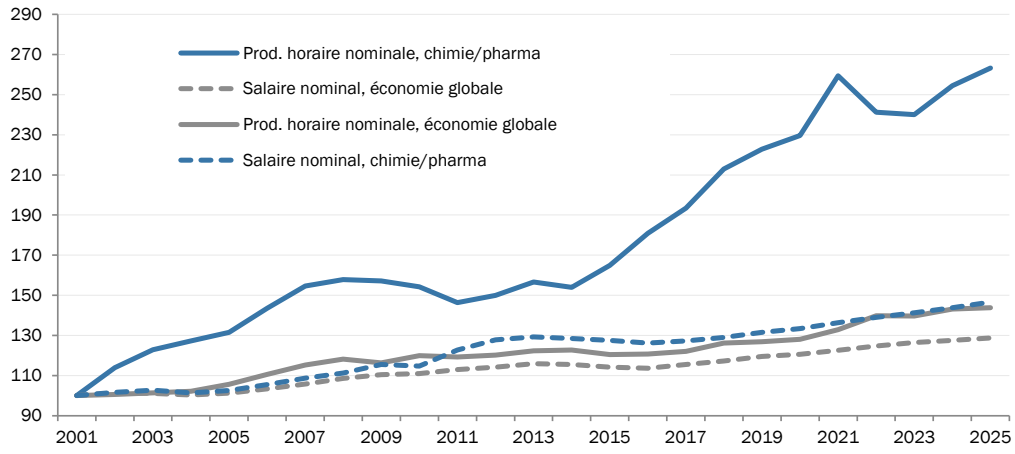
Pour une politique salariale durable, il est également important que la croissance des salaires et de la productivité ne diverge pas trop à long terme. L'analyse de l'évolution des salaires et de la productivité depuis 2001 révèle cependant des tendances différentes.

Entre 2001 et 2008, la productivité horaire nominale de l'industrie chimique et pharmaceutique a augmenté d'environ 7% en moyenne annuelle, alors que les salaires nominaux n'ont progressé que de 1.5% en moyenne. Ensuite, dans le sillage de la crise économique et financière, la productivité nominale n'a évolué que légèrement à la hausse (0.6% par an en moyenne) jusqu'en 2014. Durant cette période, un rattrapage a eu lieu avec une augmentation des salaires d'environ 2.4% par an en moyenne. Entre 2015 et 2019, la productivité horaire a fortement augmenté, avec une moyenne de 7.8% par an, tandis que les salaires nominaux n'ont augmenté que modérément (croissance annuelle d'environ 0.8%).

Depuis le début de la pandémie, au début de 2020, jusqu'à aujourd'hui (prévisions pour 2023-2025), la productivité horaire nominale a augmenté plus vite que les salaires nominaux (+2.8 % contre +1.9 %). Cela malgré une légère baisse de la productivité en 2023 par rapport à la tendance générale de cette période.

Dans l'industrie chimique et pharmaceutique, la différence entre la croissance de la productivité et celle des salaires est beaucoup plus marquée que dans le reste de l'économie suisse. La part des salaires dans la valeur ajoutée a diminué et l'intensité en capital a augmenté. La marge de manœuvre financière résultant des gains d'efficacité doit être utilisée dans une large mesure pour rémunérer le capital financier, pour autant qu'elle ne soit pas répercutée sous forme de baisses de prix. Malgré cela, une certaine marge de manœuvre pour des augmentations de salaire devrait néanmoins exister.

Fig. 3-3 Évolution des salaires annuels et de la productivité horaire nominale



Indexé, 2001 = 100 ; salaire nominal = salaire horaire nominal
Source : BAK Economics

Emploi

Entre 2013 et 2022, l'emploi a généralement augmenté de 1 à 2 % par an, sauf en 2020 (0.3 %) et 2021 (5.3 %). Depuis 2023, cette croissance ralentit légèrement et se situe désormais en moyenne un peu en dessous de 1 %. Pour 2025 et 2026, BAK Economics prévoit une hausse modérée de l'emploi, autour de 0.8 % en 2025 et 0.6 % en 2026.

Il est important de noter que la branche chimique et pharmaceutique est caractérisée par un haut niveau d'innovation et une production de biens complexe et à forte valeur ajoutée. Par conséquent, la demande en personnel hautement qualifié est importante. C'est pourquoi il est essentiel pour les entreprises de proposer non seulement des conditions de travail attrayantes, mais aussi une rémunération adéquate, afin de conserver le personnel actuel et de pourvoir de nouveaux emplois par du personnel hautement qualifié. Cependant, la pression toujours plus forte sur la rentabilité des activités de R&D et de production limite les augmentations salariales. D'autant plus que la complexité toujours plus grande de certains médicaments produits par l'industrie pharmaceutique devra se faire au plus proche des patients, ce qui favorise une production en dehors de la Suisse. Les récentes annonces de Roche et Novartis début 2025 tendent à confirmer cette évolution.

Inflation

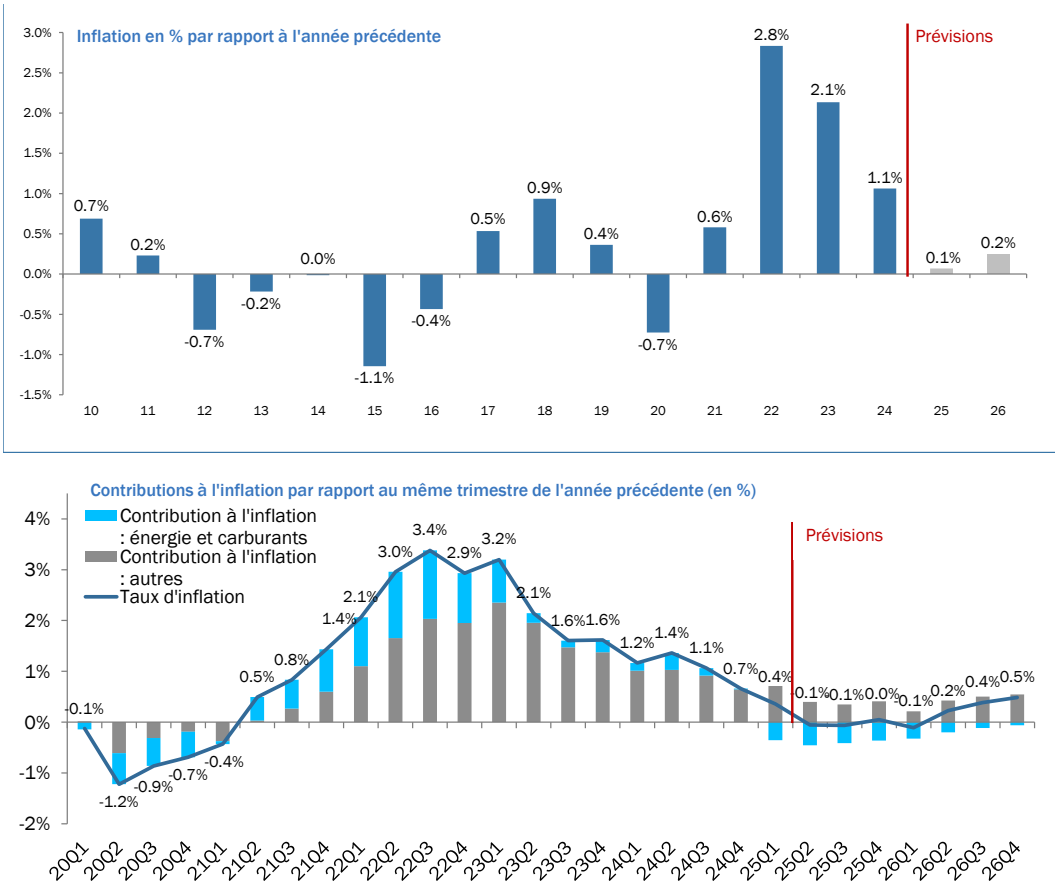
La période de 2010 à 2021 a été marquée par des phases alternant faible inflation (notamment en 2010-2011, 2017-2019 et 2021) et déflation, c'est-à-dire une baisse des prix (entre 2012-2016 et en 2020). À partir de 2022, l'inflation a nettement augmenté tant en Suisse qu'à l'international, atteignant 2.8 % en 2022 puis 2.1 % en 2023. Cette hausse s'explique principalement par des chocs exogènes. D'une part, des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement ont engendré des pénuries, provoquant une pression à la hausse sur les prix, notamment en raison du report temporaire de la demande pendant la pandémie de Covid-19. D'autre part, la forte augmentation des prix des matières premières et de l'énergie, liée aux tensions géopolitiques déclenchées par l'invasion russe, a également contribué à cette inflation. Toutefois, l'inflation en Suisse est restée nettement inférieure aux niveaux observés à l'échelle mondiale, s'établissant à 1.1 % en 2024.

Depuis le début de l'année 2025, les taux d'inflation en Suisse ont de nouveau fortement reculé, atteignant même temporairement un niveau légèrement négatif. Cette évolution s'explique principalement par la nette diminution des prix de l'énergie et des carburants. En plus du recul continu des prix du pétrole et du gaz, le prix de l'électricité s'est également inscrit en nette baisse par rapport à l'année précédente. Il convient toutefois de souligner que, malgré ce repli, le niveau des prix de l'électricité demeure supérieur à celui observé avant le choc énergétique.

Au premier semestre 2025, les prix des denrées alimentaires sont également restés inférieurs à ceux observés un an plus tôt, tandis que la hausse des prix dans de nombreux services s'est atténuée. Pour les années 2025 et 2026, BAK Economics prévoit des taux d'inflation annuels très faibles, de l'ordre de 0.1 % et 0.2 % respectivement. L'inflation devrait ainsi se maintenir dans la partie basse de la marge de fluctuation de 0 à 2 % visée par la Banque nationale suisse au cours des mois à venir.

La persistance de la baisse des prix de l'électricité, ainsi que le ralentissement attendu de la hausse des loyers en raison d'une probable réduction du taux d'intérêt de référence, constituent des facteurs clés du maintien d'une inflation faible. Ces effets devraient se refléter dans les taux d'inflation à partir de novembre 2025. De plus, la pression sur les prix est atténuée par le franc fort et la faiblesse persistante de la conjoncture.

Fig. 3-4 Inflation : valeurs historiques et prévisions



Source : BAK Economics

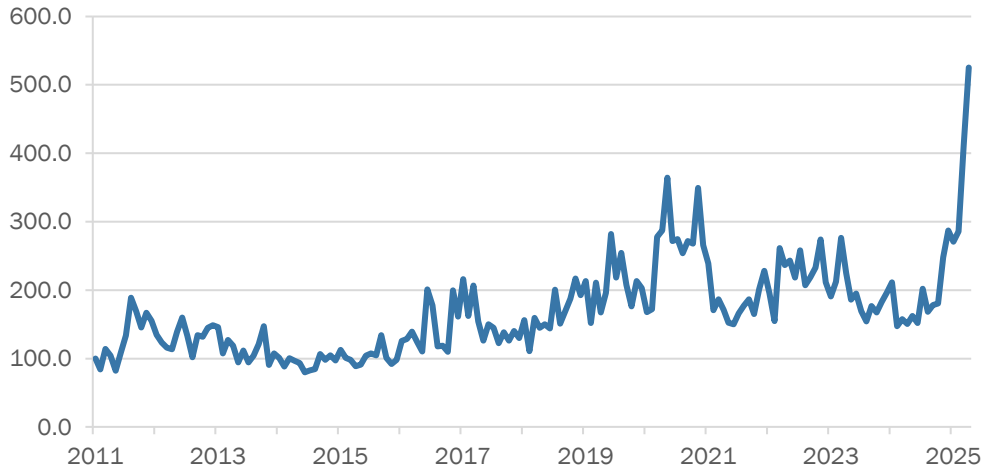
Insécurité

Dès mai 2020, après la première vague de Covid-19, l'indice d'incertitude économique mondiale (Economic Policy Uncertainty) avait atteint un niveau historique. En 2021, il a nettement reculé grâce à des campagnes de vaccination à grande échelle et à des mesures de soutien monétaire et budgétaire. Toutefois, en 2022 et 2023, l'incertitude politico-économique s'est de nouveau accrue de manière significative. Cette hausse s'explique par l'émergence de plusieurs facteurs concomitants : la montée généralisée de l'inflation, le déclenchement de la guerre en Ukraine, la crise énergétique mondiale ainsi que le début du conflit à Gaza.

En 2024, malgré un léger recul de l'indice par rapport aux années précédentes, l'incertitude économique est restée élevée. Une nouvelle augmentation se profile pour 2025. Elle est principalement due à plusieurs facteurs clés : la politique économique du

président américain Donald Trump, les nouvelles tensions commerciales qui en résultent et le conflit persistant dans la bande de Gaza. À cela s'ajoutent les récentes attaques entre l'Iran et Israël ainsi que l'intervention militaire des États-Unis sur le territoire iranien, qui ne sont pas encore pleinement prises en compte dans l'indice d'incertitude économique mondiale. Il faut donc s'attendre à ce que l'incertitude continue d'augmenter dans un avenir proche, dès que les conséquences géopolitiques et économiques de ces événements seront comptabilisées.

Fig. 3-5 Indice d'incertitude politique



Indice Jan 2011 = 100
Source : Global Economic Policy Uncertainty Index, BAK Economics

Conclusion

En résumé, des augmentations de salaires dans l'industrie chimique et pharmaceutique sont possibles en 2026 :

- Les perspectives conjoncturelles pour 2025 et 2026 demeurent favorables comparativement à l'ensemble de l'économie. Toutefois, la vigueur persistante du franc suisse affecte la compétitivité-prix des exportations, réduisant ainsi les marges des entreprises. Par ailleurs, la pression croissante exercée à l'échelle internationale sur les prix des médicaments accentue les exigences de rentabilité pour les entreprises pharmaceutiques.

- La productivité horaire nominale dans le secteur chimique et pharmaceutique devrait continuer à progresser en 2025 et 2026. Par ailleurs, l'analyse de l'évolution à long terme révèle un écart croissant entre la croissance des salaires et celle de la productivité nominale. Cette dynamique plaide en faveur d'un ajustement partiel à la hausse des salaires, afin de refléter plus équitablement les gains de productivité réalisés.

- L'emploi dans la branche chimique et pharmaceutique ne devrait enregistrer qu'une légère progression en 2025 et 2026. Contrairement aux années précédentes, la demande en main-d'œuvre tend à se stabiliser à court terme. Par ailleurs, la pression croissante sur la rentabilité des activités de recherche et développement ainsi que de production limite les marges de manœuvre pour des hausses salariales. De plus, certain processus de production devrait se faire à l'étranger dans le futur, réduisant la demande de main d'œuvre.

- Après deux années marquées par une inflation élevée (2022 et 2023), celle-ci est retombée sous le seuil des 2% en 2024. Elle devrait rester quasi nulle au cours des deux prochaines années, avec des prévisions de 0,1 % en 2025 et de 0,2 % en 2026. Dans ce contexte de stabilité des prix, l'inflation ne constitue plus un argument déterminant pour justifier une revalorisation salariale.

- L'incertitude géopolitique et économique mondiale demeure particulièrement élevée en 2025 et pourrait encore s'intensifier. Cette incertitude ne favorise pas la conjoncture et devrait peser sur les investissements des entreprises. Par ailleurs, cette incertitude contribue à l'appréciation du franc suisse face aux principales devises, ce qui détériore la compétitivité-prix des exportations helvétiques.

Tab. 3-1 Évolution sur différentes périodes

	2026		2020 – 2025		2001 – 2025	
	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail	Salaire nominal	Prod. du travail
Chimie/ Pharma	1,6%	2,9%	1,6%	4,1%	1,8%	2,8%

Remarques : Productivité du travail = productivité horaire nominale. Salaire nominal = salaire horaire nominal. Taux de croissance moyen en % par an.
Source : BAK Economics

En se basant sur les modèles économiques de BAK ainsi que sur diverses estimations, nous considérons qu'une croissance des salaires nominaux de 1,6% en 2026 dans l'industrie chimique et pharmaceutique est réaliste. [4]

Il s'agit d'une évaluation au niveau agrégé et donc d'une moyenne pour les entreprises de l'industrie chimique et pharmaceutique. L'hétérogénéité au sein de ces secteurs doit être prise en compte dans l'évolution des salaires, car certains segments et entreprises sont plus touchés que d'autres par la conjoncture internationale et la force du franc fort, en particulier dans l'industrie chimique.

Arguments en faveur d'une augmentation **modérée** des salaires :

- Evolution de la conjoncture dans l'industrie chimique et pharmaceutique en 2025 et 2026
- Potentiel de rattrapage en raison des hausses de salaires de ces dernières années, qui sont restées modestes étant donné la bonne conjoncture du secteur.
- Croissance de la productivité supérieure à la croissance des salaires nominaux depuis 2001

Arguments en faveur d'une **faible** augmentation des salaires :

- L'incertitude économique actuelle reste très élevée
- L'inflation retombe dans la zone de stabilité de la BNS et les prix devrait stagner en 2025 et 2026
- Des changements structurels, avec une production de certains traitements à l'étranger, réduit la demande future de main d'œuvre.

[4] Il convient de noter que ces taux de croissance n'incluent pas les composantes salariales variables telles que les primes.

BAK, en tant qu'institut de recherche économique indépendant, est synonyme depuis 40 ans de la combinaison d'une analyse empirique scientifiquement fondée et de sa mise en œuvre pratique.

www.bak-economics.com